

Demain, j'enlève le bas



En 1979, le CSV avait déjà mené campagne avec une affiche genre étalage de viande: on y voyait une jeune femme pas très habillée à part une paire de gants de boxe. L'idée n'avait pas fait recette - jusqu'à cette semaine. Car en entrant sur le site Internet du DP, vous ferez face à deux seins emballés dans un bikini bleu DP, le tout sous le titre "Méi fräi". Ça fait partie d'une campagne de E-cards que vous êtes supposé-e envoyer à vos connaissances. Sinon, vous pouvez encore choisir entre deux lesbiennes qui s'embrassent ou un jeune homme tatoué. Acte de désespoir d'un parti qui craint le pire pour les élections communales après le désastre aux législatives? En tout cas, l'annonce du DP lors du 8 mars dernier d'être "engagé pour une politique qui promeut la condition féminine" sonne encore plus faux. Et les jeunes visé-e-s par cette campagne doivent la trouver plutôt ringarde, comparée à ce qu'on leur propose sur MTV.

Vom Taxigewerbe lernen

Um dem öffentlichen Transportsystem neuen Elan zu geben, wäre es angebracht, dass bestehende Vorschriften flexibler gehandhabt werden. Wie sich mit etwas Mut zu Innovationen und einem unverkrampften Umgang mit gesetzlichen Regelungen der Personentransport benutzerfreundlicher gestalten lässt, haben Taxiunternehmen längst vorgemacht. unlängst hat Hubert Hollerich, Gewerkschaftssekretär der OGBL-ACAL, in mehreren Briefen an Zollbehörde, Ministerien u.a. die Philosophie der dynamischsten Taxiunternehmen vorgestellt: Nicht angemeldete FahrerInnen werden beschäftigt, Kunden an dafür nicht vorgesehenen Orten aufgenommen, Preise sind verhandelbar und bei Sicherheitsproblemen wird man/frau nicht gleich hysterisch.Diese Maßnahmen ließen sich unschwer auf den öffentlichen Transport übertragen. Beim Einsatz zusätzlicher Busse an Wochenenden könnte etwaigen Engpässen durch den kurzfristigen Rückgriff auf unangemeldetes Personal vorgebeugt werden. Ob es tragbar ist, bei BusfahrerInnen auf einen B-Führerschein als Minimalqualifikation zu bestehen, steht zur Diskussion. Auf jeden Fall ließe sich die Benutzerfreundlichkeit des öffentlichen Transports enorm steigern, wenn Busse auch zwischen den Haltestellen auf ein Winken hin anhalten würden. Und wenn Preise frei verhandelbar werden, fällt der Preis eines Kurzstreckentickets vielleicht auch wieder unter einen Euro.

Et demain, Strasbourg

Le tribunal administratif a dit deux fois Non aux recours en annulation du référendum sur le projet de constitution européenne, déposés par Roy Reding. L'avocat d'affaires s'est insurgé dans un premier recours contre le financement public, qu'il estime à 910.000 euros, d'une campagne gouvernementale unilatérale pour le Oui. Dans un deuxième temps, un couple d'habitants de Weiler-La-Tour, représenté par Roy Reding, a montré du doigt la présence du bourgmestre du village dans le bureau de vote, alors que la loi électorale interdit aux élus de remplir une fonction dans un bureau de vote. Mercredi après-midi le tribunal administratif s'est déclaré incompétent pour décider du premier recours, avec l'étrange justification que les reproches de Reding concernent la campagne qui a précédé le référendum, et non pas le référendum lui-même! La Cour administrative juge également que les habitants de Weiler-La-Tour n'ont pas raison de se plaindre de la présence de leur maire, puisque la loi électorale ne s'applique pas aux référendums. Reding a immédiatement annoncé qu'il allait porter sa contestation du référendum devant la Cour de Strasbourg.

ELECTIONS EUROPEENNES

Arrêter le manège



Nos six membres au Parlement européen - du moins d'après le résultat des élections. Quatre parmi eux n'ont pas accepté leur mandat. Devinez! (collage: woxx)

Revaloriser les élections européennes, voilà la réaction des partis à un référendum gagné de justesse. Mais comment faire sans toucher au principe sacro-saint du panachage?

(rw) - En 1978, un an seulement avant les premières élections pour le Parlement européen, le gouvernement déposa un projet de loi créant un cadre législatif pour la désignation des membres luxembourgeois. Il n'y retenait pas seulement le principe de la circonscription unique, mais proposa également d'empêcher le cumul de voix (deux croix pour une seule candidature). De plus, le projet prévoyait de réduire les options de panachage en proposant des listes de douze candidatures alors que le nombre de personnes à élire avait été fixé à six. On voulait éviter que "la circonscription électorale unique ne favorise les candidats issus de régions à forte population aux dépens de ceux qui viennent de régions à faible densité". Cette démarche devait également éviter que, dû aux incompatibilités et aux démissions à prévoir, le nombre de candidat-e-s soit insuffisant et qu'il faille recourir à des élections complémentaires.

A la vue de ces changements pour le moins incisifs dans le système électoral, pourquoi le gouvernement n'avait-il pas opté pour l'introduction d'un scrutin de listes, qui éviterait le problème - prévisible - des incompatibilités? Réponse de l'auteur du projet, Gaston Thorn: "le projet ne touche pas au principe régissant le panachage".

Deuxième choix

Depuis, les élections au parlement européen se sont révélées des élections de deuxième choix. Non seulement, leur tenue simultanée avec les élections nationales les met politiquement à l'écart, mais il est bien connu que les personnes ayant obtenu le plus de voix sont rarement celles qui entrent au Parlement européen. A chaque élection, la tentation semble devenir plus grande pour les partis de faire figurer sur leur liste les noms de ceux (et parfois celles) qui obtiendront le plus de voix, c'est-à-dire les ministres sortant-e-s - qui n'iront à Strasbourg que dans le cas d'une défaite au niveau national.

Dans une proposition de loi introduite en 2000, le député socialiste Ben Fayot a fait le compte: "Dans l'ensemble, sur les trente mandats distribués lors des cinq élections, six ont été occupés par des élus directs, soit 20 pour cent." En 2004, le CSV et le DP comptaient six ministres parmi leurs douze candidatures. En tête de liste du CSV: un certain Jean-Claude Juncker. Même cas de figure pour la liste du DP conduite par la vice-première Lydie Polfer. Sur les deux listes, les membres sortants du Parlement européen ne se trouvaient guère en rang utile.

Et ce manège électoral avait toutes les chances de faire encore quelques tours. Lors de la réforme de la loi électorale de 2002, le gouvernement n'entendait pas changer la donne, et le Conseil d'Etat préférait ignorer les propositions de loi déposées entre-temps. L'une d'entre elles datait d'avant les élections de 1999 et avait été rédigée par Lydie Polfer et Henri Grethen (alors membres de l'opposition parlementaire): elle prévoyait d'introduire un délai de trois mois entre les élections nationales et européennes. L'autre était celle, déjà évoquée, de Ben Fayot. La proposition, une réaction à sa propre défaite en tant que député européen sortant lors des élections de 1999, visait à réduire le système du panachage à un minimum. Au lieu des six voix habituelles, on ne disposerait plus que de deux: la première pour une liste, la seconde pour une candidature. Dans ce modèle, qui rappelle celui de nos voisins allemands, le panachage sur différentes listes serait aboli, et seul-e-s les candidat-e-s dépassant un score de dix pour cent des scrutins obtenus par leur liste pourraient ébranler l'ordre des candidatures fixé par les partis.

Le score du référendum du 10 juillet, peu flatteur pour une classe politique qui comptait sur l'esprit pro-européen de son électorat, a-t-il changé l'approche vis-à-vis des élections européennes? Expliquant le scepticisme de l'électorat par le désintérêt, voire l'ignorance de la chose européenne, la classe politique évoque parmi les remèdes ... la revalorisation des élections européennes.

Claude Meisch, président du parti libéral, maintient la revendication du DP, d'introduire un décalage entre élections nationales et européennes. "Nous ne sommes pas ceux qui fustigent le panachage. En revanche, des élections séparées créeraient davantage de pression. Si, trois mois après des élections nationales qui permettraient au parti chrétien-social d'accéder au gouvernement, la tête de liste du CSV pour les européennes s'appellait

encore Juncker, personne ne le prendrait plus au sérieux."

Le député vert Camille Gira par contre voit confirmées les positions qu'avait défendues son parti lors de la réforme électorale de 2002: "Lors de ce débat, nous avions déjà proposé des listes bloquées avec seulement six candidatures. Nous n'avons pas été appuyés par les autres partis." Optimiste, il espère cependant que "la discussion autour des élections européennes pourrait être un premier pas en vue d'une remise en cause du panachage". La proposition de loi de son collègue socialiste trouve toujours le soutien de "Déi Gréng".

Plus grande représentativité

Mais Ben Fayot, aujourd'hui président du groupe socialiste, doit d'abord convaincre son propre parti. Dans un communiqué post-référendum, celui-ci s'est prononcé uniquement pour le décalage des élections nationales et européennes. Fayot rappelle cependant qu'en France, la campagne européenne tourne à chaque reprise au débat sur la politique nationale et cela malgré le décalage. Il reste convaincu: "Il n'y a pas d'autre solution qu'un système de listes plus strict." D'ailleurs, l'objectif principal d'une telle réforme serait, à côté d'une plus grande continuité au niveau des élu-e-s, une plus grande représentativité des membres du Parlement européen: "Nous avons besoin de personnes efficaces, mais il nous faut également un échantillon démographique de la société: des jeunes, des femmes, des personnes avec plus ou moins d'expérience."

Justement, les femmes. Alors que l'idée de la parité en politique gagne du terrain - un exemple en sont les listes pour les communales dans la capitale - un système de listes bloquées, composées en alternance d'hommes et de femmes, permettrait également d'assurer une présence équilibrée de femmes et d'hommes au Parlement européen. En France, ce modèle a déjà fait ses preuves.

Même si Fayot réussirait à convaincre son groupe, le partenaire de coalition semble jusqu'ici peu enclin à vouloir renoncer au panachage. Le CSV met plutôt en avant son ancienne idée de trouver un accord entre partis pour éviter les doubles candidatures - un tel accord n'a cependant jamais été trouvé. Fixée en tant que disposition légale, cette proposition serait d'ailleurs vraisemblablement contraire à la Constitution.

Si Fayot ne se fait pas trop d'illusions sur le succès de sa proposition, cela ne s'explique pas seulement par la réticence des partis. Une remise en question du panachage ne serait certainement pas accueillie avec enthousiasme par un électorat qui tient beaucoup à son pouvoir d'influencer le choix des candidatures. Et ceci, sachant que leurs favori-es abdiquent avec une belle régularité le lendemain des élections, en faisant preuve d'un certain sens de l'absurde.